



Citoyen d'Europe

Le grand mouvement européen progressiste !

Journal de l'Association Citoyen d'Europe - N°15 - Juillet 2013

Sommaire

Page 2

- Hongrie : Comment adapter la constitution à ses besoins ?
- G8 juin 2013

Page 3

- Adhésion de la CROATIE à l'Union Européenne
- Référendum sur l'Europe en Grande-Bretagne ou « l'arroseeur arrosé ».

Page 4

- Europe_ : Que veut Madame MERKEL ?
- Bulletin d'adhésion

A noter sur vos agendas

Dimanche 8 septembre

- Foire aux Associations

EDITO

Retrouver "ses fondamentaux"

A l'heure où l'Union Européenne traverse sa plus grave crise depuis le début de son processus d'unification et cela même malgré les désirs d'adhésion de nouveaux États (comme vient de le faire la Croatie),

il est de plus en plus à craindre un risque d'éclatement ou d'implosion sous la pression des nationalismes qui risquent de triompher en juin 2014.

Notre Union doit retrouver ses fondamentaux qui ont présidé à sa naissance dans les années 50 du 20^{ème} siècle :

- Fin des guerres nationalistes qui l'avaient déchirée et qui pourrait renaître
- Volonté d'exister vis-à-vis des États-Unis et de l'URSS (aujourd'hui la Russie en y ajoutant la Chine) sur la scène mondiale
- Présence sur la scène diplomatique internationale et en particulier dans le bassin méditerranéen où tout reste possible, le meilleur comme le pire
- Défense de notre culture et de nos valeurs
- Modèle social moteur (et non frein) de la croissance qu'il nous faut relancer
- Une citoyenneté européenne qui enrichit nos citoyennetés nationales
- Un modèle pour la défense de notre environnement à l'heure de l'urgence écologique.

Voilà de grands enjeux pour 2014 si en France en particulier on cesse de considérer l'Europe et ses élections comme une simple arrière cour pour nos jeux politiciens nationaux.

Gérard CAUDRON
Président de Citoyen d'Europe

Pour Contacter Citoyen d'Europe
BP 70053
59651 Villeneuve d'Ascq Cedex
citoyendeurope@gmail.com

Citoyen d'Europe sur Internet
www.citoyendeurope.org

Hongrie : Comment adapter la constitution à ses besoins ?

Dans un journal précédent, nous avons déjà évoqué les dérives « droitières » pour ne pas dire plus du gouvernement hongrois et en particulier de son premier Ministre Viktor ORBAN, soutenu par une extrême droite face à laquelle le FN (certes pas au pouvoir) fait figure d'eau tiède.

Le parti d'ORBAN vient de modifier la constitution pour la 4^{ème} fois en 15 mois.

Après s'être organisé pour conserver le pouvoir en cas de défaite électorale, verrouiller le pays, inscrire le taux d'imposition, le mode de scrutin et la composition de la Banque centrale, Viktor ORBAN s'en prend à la Cour Constitutionnelle (qui a osé rejeter certaines lois) en lui retirant toutes ses prérogatives.

Une nouvelle loi limite les publicités politiques sur les chaînes de télévision privées. (au bénéfice de son parti et de ses alliés bien entendu).

La Commissaire européenne REDING a menacé de sanctions jusqu'à suspendre la Hongrie de droit de vote, soit une exclusion de facto.

V.ORBAN, étant vice Président du PPE (Parti de la droite européenne majoritaire au Parlement) et ami de certains eurosceptiques il s'oppose

violemment à la Commissaire qui, dit-il, n'étant pas élue, n'est pas représentative, ni même légitime.

La Réforme judiciaire, votée récemment, ne garantit plus, d'après nombreux juristes internationaux, ni l'indépendance de la justice ni le droit à un procès équitable.

Ce jugement, très sévère a été rejeté par V. ORBAN qui a déclaré que la Hongrie ne serait plus une « colonie » de qui que ce soit.

Un ultimatum a été adressé pour qu'il se mette en règle sur 2 dérives :

- La mise à la retraite obligatoire de juges à 62 ans, ceci afin de les remplacer par de jeunes magistrats acquis à sa cause.
- Le retour à l'indépendance totale de la Banque centrale.

Le FMI et Bruxelles ont refusé de discuter de l'octroi d'un prêt de 20 M d'euros évitant la faillite du pays d'ici 2015 et le gel de certaines subventions européennes, pour cause de dérapage du déficit public, a été annoncé.

Ces mesures qui frappent V. ORBAN au portefeuille pourront, peut-être, le faire revenir à de meilleurs sentiments...

G8 juin 2013

L'évasion fiscale à l'ordre du jour

Le G8 veut donner « une impulsion » et maintenir « la pression politique » après les avancées de ces derniers mois a déclaré un diplomate britannique.

Le 1^{er} Ministre britannique déclare avoir obtenu des 10 territoires dépendant de son pays, souvent considérés comme paradis fiscaux (Bermudes, Îles Caïmans) qu'ils rejoignent la convention sur l'échange d'informations fiscales.

Ceci étant dit, le G8, c'est plus de 15 paradis fiscaux (Monaco, Andorre etc...) et il vient d'appeler le monde entier à échanger toutes les infos pour combattre l'évasion fiscale.

C'est acquis pour les Etats Unis, la Russie, le Japon, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume Uni et le Canada qui s'engagent à en faire un standard mondial.

Rappelons que l'évasion fiscale, 80 milliards d'euros en France, c'est 1000 milliards d'euros en Europe et 30 000 milliards dans le Monde.

Le G8 prévoit la publication pour chaque état, de « plans d'actions nationaux » pour que l'information sur qui détient et profite réellement des sociétés et des trusts soit accessible aux administrations fiscales. Si cette mesure n'était pas appliquée, elle rendrait inefficace toute lutte contre les paradis fiscaux.

Afin d'éviter que les multinationales du type Google, Apple, Starbucks ou Amazon échappent à l'impôt par des systèmes complexes « d'optimisation fiscale » le G8 a promis la création d'un « modèle commun » obligeant la communication aux autorités fiscales quand elles réalisent des bénéfices et payent des taxes à travers le Monde.

Reste à concrétiser ces déclarations en actes....
A suivre.

Adhésion de la CROATIE à l'Union Européenne

Alors que pour ce pays le 1^{er} juillet 2013 est une étape « historique », de nombreux Croates souffrent des graves difficultés économiques auxquelles est confronté leur nation.

La crise économique et les mesures d'austérité mises en place ont affaibli le gouvernement de centre gauche élu fin 2011.

L'ancien Président Croate a déclaré : « le nationalisme borné des années 90 est derrière nous et nous avons adopté les normes européennes ».

La candidature remise en 2003 a été suivie des négociations d'adhésion en 2005, et en 2012, un référendum sur l'adhésion a obtenu un résultat positif de 66% (avec toutefois une participation limitée à 43%).

Certes, les turbulences actuelles de l'U.E. ont terni ce résultat mais l'Europe unie reste une zone de prospérité et de paix et la rupture avec les Balkans dont les conflits ont fait plus de 130 000 morts (20 000 en Croatie) était attendue et espérée.

L'importance de la corruption a amené Bruxelles à exiger son éradication mais, malgré de gros efforts, le problème n'est pas totalement réglé dans un pays relativement appauvri.

L'économie Croate, essentiellement basée sur le tourisme, n'a pas enregistré de croissance depuis 2009.

En 2012 le PIB est de -2% et le taux de chômage est de 21% ; Ces chiffres confirment les difficultés du pays.

Les autorités Croates sont mobilisées pour attirer des investisseurs, promouvoir l'atout majeur du tourisme, mais comptent aussi sur l'aide de l'U.E. prévue à hauteur de 11,7 M d'euros d'ici 2020 pour redresser l'économie.

Même si la volonté de participer à l'aventure européenne est clairement affichée par ce pays de 4,2 millions d'habitants, il va rejoindre l'U.E. au moment où le bloc des 27 enregistre un taux de chômage supérieur à 11% et que 9 d'entre eux sont en récession.

S'il est heureux que ce pays soit sorti de son isolement international, le feu d'artifice prévu dans la nuit du 30 juin au 1^{er} juillet à ZAGREB, où seront présents des dirigeants des 27 pays membres, ne suffira pas à calmer l'inquiétude des Croates sur leur avenir, mais aussi de l'ensemble des européens convaincus qui néanmoins craignent la poursuite d'un élargissement, dont on ne voit plus, dans la situation actuelle, la valeur ajoutée.

Référendum sur l'Europe en Grande-Bretagne ou « l'arroseur arrosé ».

La classe politique installée se moquait de ce groupuscule d'eurosceptiques (UKIP) jusqu'à la gifle reçue aux élections municipales par les vieux partis.

L'UKIP (parti pour l'indépendance du Royaume Uni) a fait un score de 25% et se voit « très beau » aux européennes de 2014.

Son discours anti-européen et anti-immigration a séduit une partie non négligeable de l'électorat et le laisser faire du 1^{er} Ministre conservateur, naviguant entre les différentes sensibilités de son parti à savoir les libéraux démocrates très européens et son aile droite eurosceptique pour laquelle il refusera le traité de discipline budgétaire (contraire aux intérêts de la city) ne présagent rien de bon pour les futures consultations européennes de 2014.

David CAMERON, pragmatique, sait toutefois que l'Europe est aussi le principal partenaire

commercial européen de la Grande Bretagne, aussi son discours annonçant un référendum sur le maintien de son pays dans l'U.E. en 2017, se voulait, croyait-il, un moyen de couper l'herbe sous le pied des ultras de l'UKIP.

Le résultat est un échec car l'UKIP utilise l'Europe comme responsable de la récession et l'immigration des pays de l'Est comme atout de propagande.

La victoire aux municipales a pour effet de radicaliser l'aile ultra droitière des conservateurs et divise le parti.

La dynamique populiste qui est avérée dans l'ensemble des pays de l'U.E. et la division au sein des partis traditionnels risquent de donner des ailes à ces dérives quasi idéologiques. Jouer à l'avocat du diable est souvent un jeu qui se retourne contre ses concepteurs.

Europe_: Que veut Madame MERKEL ?

Austérité ou relance ?

Mme MERKEL ne semble pas décidée à céder aux pressions françaises et se refuse à soutenir l'activité économique par des dépenses publiques.

Il y aurait bien d'autres mesures que l'Allemagne pourrait prendre sans relancer l'inflation ni creuser les déficits, mais le veut elle ?

-L'une des solutions serait de donner plus de temps aux pays en difficulté pour retrouver une situation budgétaire conforme aux décisions européennes.

Si cela se réalise, l'Allemagne devra conforter les marchés financiers dans leur attitude baissière des taux.

-La seconde solution serait de faire baisser le niveau de l'euro pour favoriser les exportations mais Mme MERKEL n'y est pas favorable car pour elle, c'est aux marchés de fixer ce niveau.

-La troisième possibilité serait de créer en Allemagne un salaire minimum qui en rehaussant les salaires relancerait aussi la consommation.

Pour le moment Mme MERKEL s'y refuse. A noter que de nombreux ouvriers agricoles étrangers sont payés 2 à 3 € de l'heure, avantageant fortement l'agro - alimentaire de son pays.

-La quatrième possibilité serait la réciprocité en matière commerciale, mais force est de constater que l'Allemagne joue sur 2 tableaux :

Le marché européen certes, mais aussi un protectionnisme sévère qui empêche les investisseurs français, par exemple, d'implanter leurs réseaux de distribution de produits.

Pour l'instant, seule la dynamique collective pourrait résoudre les problèmes, mais les retards sur les projets financés par la BPE et de l'utilisation des fonds structurels est patent : (5 milliards utilisés sur les 120 prévus).

Certains économistes préconisent une taxe européenne, copie de l'impôt créé par l'Allemagne lors de la réunification pour « booster » les Länders de l'est, à savoir une assurance chômage complémentaire de 1%. Cette taxe apporterait 200 milliards d'euros et permettrait d'alléger les finances publiques des pays en difficulté.

Cet impôt permettrait de créer un système de redistribution (transferts des pays excédentaires vers les pays déficitaires) supprimant les dysfonctionnements de l'euro.

Cette forme de solidarité européenne ne sera guère facile à mettre en place car, pour Mme MERKEL et ses amis, il s'agirait de convaincre les contribuables allemands de renflouer la Grèce, l'Italie etc...

Mme MERKEL ne semble pas décidée (en tous cas avant les élections) à lancer un tel chantier.

Néanmoins , pourra t' elle encore longtemps hésiter entre des formules, certes audacieuses et un enlisement qui finira par toucher , faute de partenaires , son propre pays ?



BULLETIN D'ADHESION 2013

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Commune :

E.mail :

Téléphone : Portable :

Souhaite adhérer à Citoyen d'Europe / renouveler ma cotisation

Montant de la cotisation 10 € autre : €

par chèque à l'ordre de Citoyen d'Europe / en espèces

Date

Signature

Collecteur : Claudine Platteau - 5 rue Joffre - 59493 Villeneuve d'Ascq
Tél. 09 79 39 06 22 ou BP 70053 59651 Villeneuve d'Ascq Cedex